

En Afrique, l'expérience croissante de la pauvreté s'accompagne d'une vision morose de la situation économique

Dépêche No. 807 d'Afrobarometer | Joséphine Appiah-Nyamekye Sanny et Maakwe Cumanzala

Résumé

Le continent africain traverse une période de turbulences économiques. Les retombées de la pandémie de COVID-19, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, entre autres, sont autant de facteurs qui ont mis à rude épreuve les économies africaines déjà aux prises avec des niveaux élevés de dette publique et des ressources budgétaires limitées (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2023). Face à ces défis, l'Afrique a fait preuve d'une résilience remarquable, avec une croissance moyenne qui devrait se stabiliser à 4,1% en 2023-2024, comparativement à une estimation de 3,8% en 2022 (Banque Africaine de Développement, 2023).



Mais le durcissement des conditions financières mondiales, les pressions inflationnistes, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les effets des changements climatiques font peser des menaces sur la relance économique du continent. En outre, les pays africains continuent de faire face à divers problèmes structurels, des déficits infrastructurels aux coupures d'électricité en passant par l'insécurité croissante (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2023). Environ 40% de la population vivent encore en dessous du seuil de pauvreté (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2021), et les taux de chômage demeurent élevés, particulièrement chez les jeunes (Organisation Internationale des Employeurs, 2024).

Les enquêtes Afrobarometer réalisées dans 39 pays africains entre fin 2021 et mi-2023 révèlent que les préoccupations de la population quant à la gestion de l'économie se sont accentuées ces dernières années, plaçant la question en deuxième position, après le chômage, dans les priorités auxquelles les Africains souhaitent que leur gouvernement s'attaque. Les citoyens ont une vision de plus en plus morose de la situation économique de leur pays et de leurs conditions de vie personnelles, et moins de la moitié d'entre eux s'attendent à ce que les choses s'améliorent dans un avenir proche.

De plus en plus d'Africains déclarent manquer de besoins de première nécessité tels que les revenus en espèces, les soins médicaux, la nourriture et l'eau. Dans la plupart des pays sondés, la majorité des citoyens vivent dans une pauvreté modérée ou élevée, et les évaluations des citoyens quant aux indicateurs clés de la performance gouvernementale ne sont pas bonnes et ne cessent de s'aggraver.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la

démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 53.444 entretiens dans 39 pays sondés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

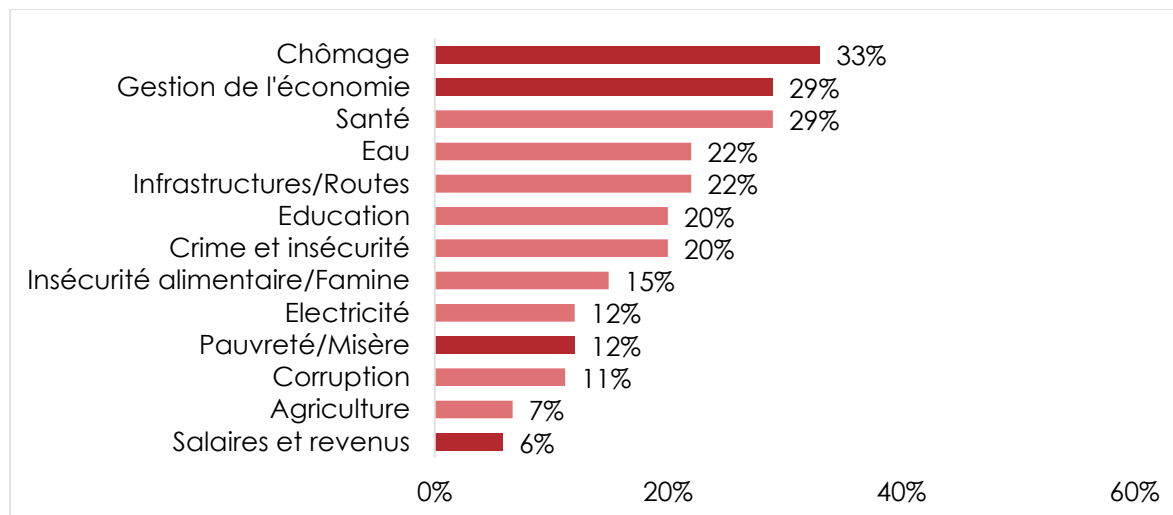
Résultats clés

- En moyenne à travers 39 pays sondés entre fin 2021 et mi-2023, le chômage et la gestion de l'économie arrivent en tête des problèmes les plus importants auxquels les Africains veulent que leur gouvernement s'attaque, avec la santé.
 - A travers les 31 pays régulièrement sondés depuis 2014/2015, la proportion des citoyens qui mentionnent la gestion de l'économie parmi leurs principales priorités a plus que doublé.
- Environ deux tiers (65%) des citoyens considèrent la situation économique de leur pays « assez mauvaise » ou « très mauvaise ». Plus de la moitié (52%) ont également une vision morose de leurs conditions de vie personnelles.
 - Ces deux appréciations se sont considérablement aggravées depuis 2014/2015.
 - Les citoyens sont très divisés sur la question de savoir si les conditions économiques vont s'améliorer (40%) ou se dégrader (35%) au cours des 12 prochains mois.
- Huit répondants sur 10 (81%) déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur ménage ont manqué de revenus en espèces au moins une fois au cours de l'année précédente, dont 43% « plusieurs fois » ou « toujours ».
 - Deux tiers (65%) déclarent avoir manqué de soins médicaux au moins une fois, et six sur 10 environ ont souffert de manque de nourriture (59%) et d'eau (56%).
 - Six Africains sur 10 (61%) ont connu un niveau modéré ou élevé de pauvreté vécue au cours de l'année écoulée. La pauvreté vécue modérée ou élevée est en hausse et touche des majorités dans tous les pays sondés à l'exception de huit sur les 39, dont plus de huit citoyens sur 10 au Congo-Brazzaville (86%), en Mauritanie (84%), au Niger (84%) et au Cameroun (81%).
- Seulement un quart (26%) des Africains estiment que leurs gouvernements réalisent une « assez bonne » ou « très bonne » performance dans la gestion de l'économie.
 - Ils sont encore moins nombreux à féliciter leurs gouvernements pour leurs performances dans l'amélioration du niveau de vie des pauvres (22%), la création d'emplois (20%), la réduction du fossé entre riches et pauvres (16%) et le maintien de la stabilité des prix (12%).

Priorités politiques

Dans les 39 pays sondés entre fin 2021 et mi-2023, deux enjeux économiques arrivent en tête des problèmes les plus importants auxquels les citoyens souhaitent que leur gouvernement s'attaque : Le chômage (mentionné par 33% des répondants) et la gestion de l'économie (ex aequo avec la santé, à 29%) (Figure 1). En outre, 13% des répondants mentionnent la pauvreté et 6% les salaires comme priorités absolues de l'action gouvernementale.

Figure 1 : Les plus importants problèmes | 39 pays | 2021/2023



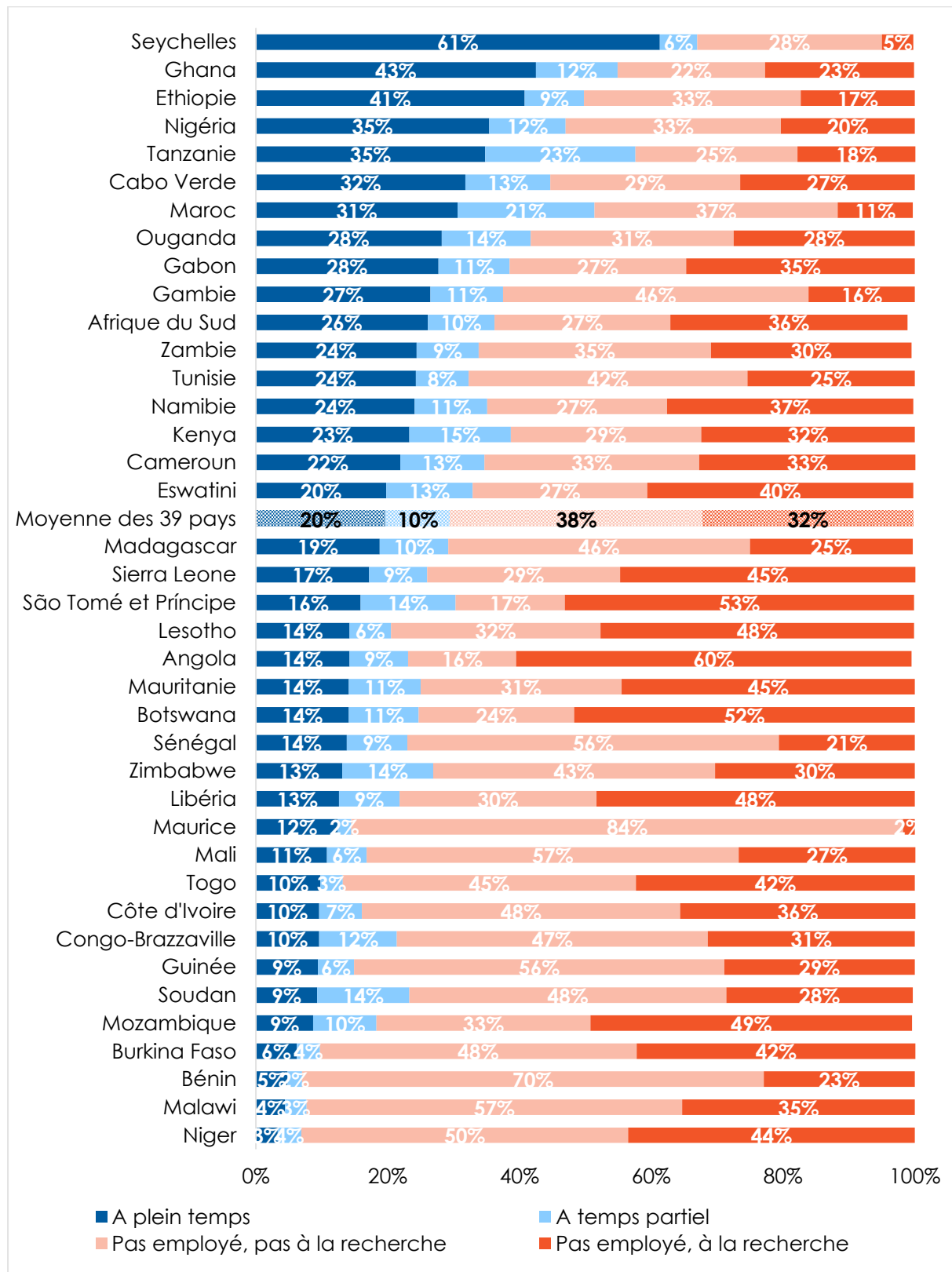
Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Le chômage figure systématiquement en tête des préoccupations des Africains, ce qui reflète le fait qu'en moyenne à travers 39 pays, environ un tiers (32%) des adultes déclarent être au chômage et à la recherche d'un emploi (Figure 2). Trois personnes sur 10 déclarent travailler soit à temps plein (20%), soit à temps partiel (10%), tandis que 38% ne sont pas sur le marché du travail. Les seuls pays où la moitié ou plus des citoyens déclarent être employés sont les Seychelles (67%), la Tanzanie (58%), le Ghana (55%), le Maroc (52%) et l'Ethiopie (50%), tandis que les citoyens sont le plus susceptibles d'être au chômage et à la recherche d'un emploi en Angola (60%), à São Tomé et Príncipe (53%) et au Botswana (52%).

La gestion de l'économie, quant à elle, est une priorité principale pour une écrasante majorité de 92% des citoyens en Tunisie (Figure 3), pays durement touché par l'escalade des prix et la stagnation des salaires (Guardian, 2023). La gestion économique est également une préoccupation majeure pour la majorité des Soudanais (62%) et des Malawites (56%). Par contre, moins d'un citoyen sur 10 accordent la priorité à cette question en Afrique du Sud (6%), au Lesotho (7%), au Congo-Brazzaville (9%), au Mozambique (9%) et en Guinée (9%).

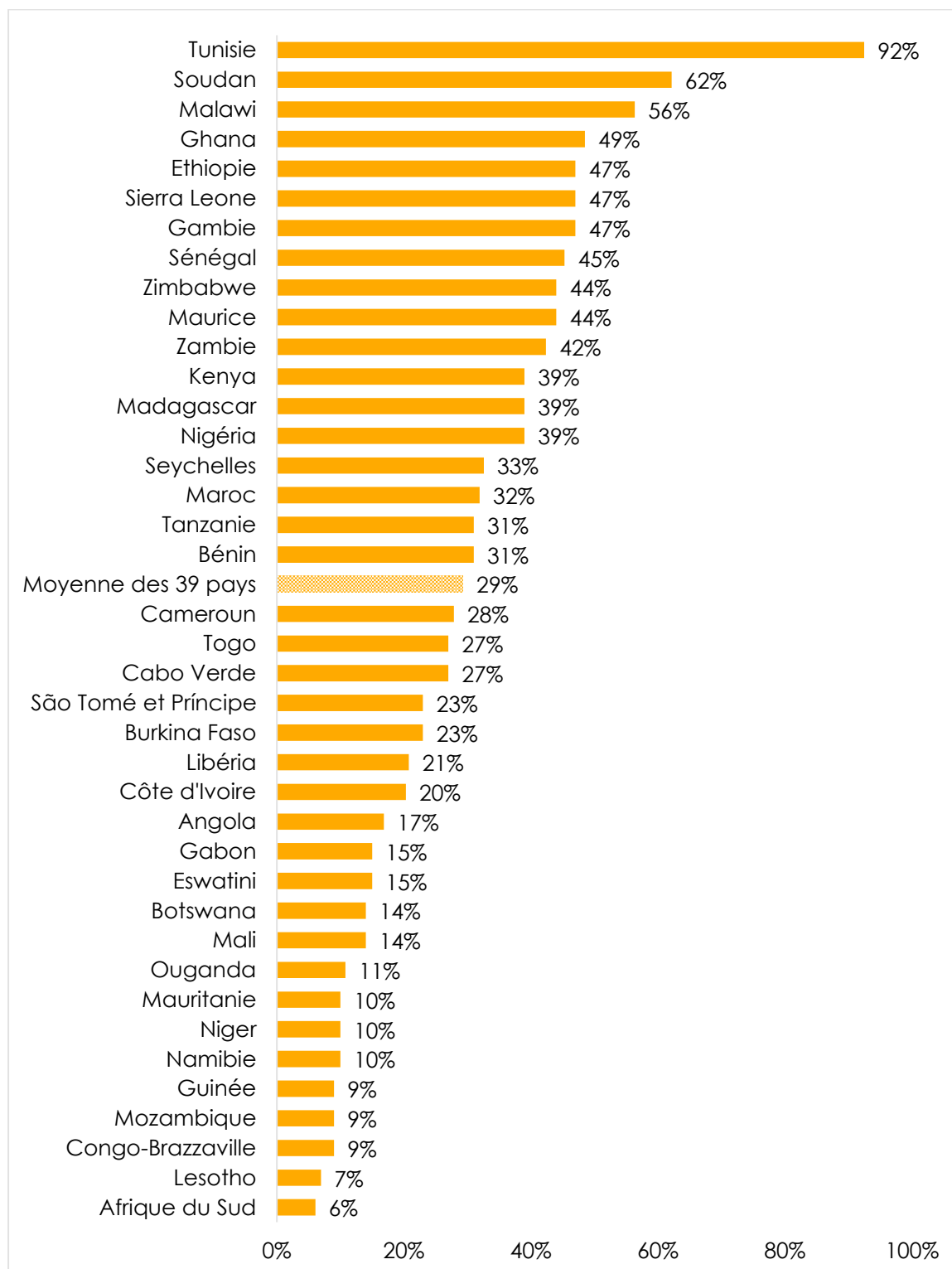
A travers 31 pays régulièrement sondés entre 2014 et 2023, la proportion des citoyens qui mentionnent la gestion de l'économie comme une priorité absolue a plus que doublé (de 12% à 30%) (Figure 4). Les hausses sont particulièrement remarquables en Tunisie (un bond de 63 points de pourcentage), au Soudan (+36 points), à Maurice (+32 points), en Zambie (+31 points), en Sierra Leone (+31 points), au Sénégal (+31 points) et au Malawi (+30 points). Le Libéria est le seul pays à avoir enregistré une baisse (-8 points) de la proportion des personnes pour lesquelles l'économie est une préoccupation majeure.

Figure 2: Statut d'emploi | 39 pays | 2021/2023



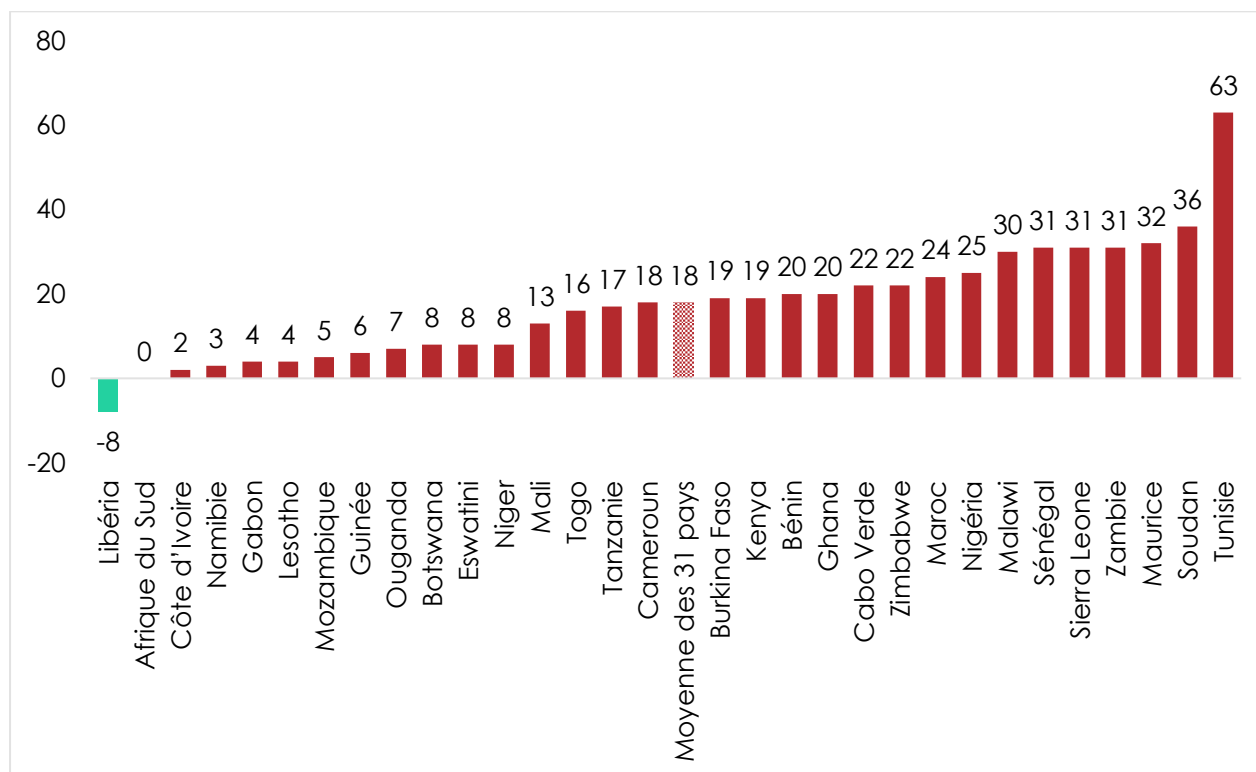
Questions posées aux répondants : Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non :] Etes-vous présentement à la recherche d'un emploi ?

Figure 3 : Gestion de l'économie comme priorité | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent la gestion de l'économie parmi leurs trois priorités.)

Figure 4 : Changements dans la proportion de répondants qui citent la gestion de l'économie parmi leurs priorités | 31 pays | 2014-2023

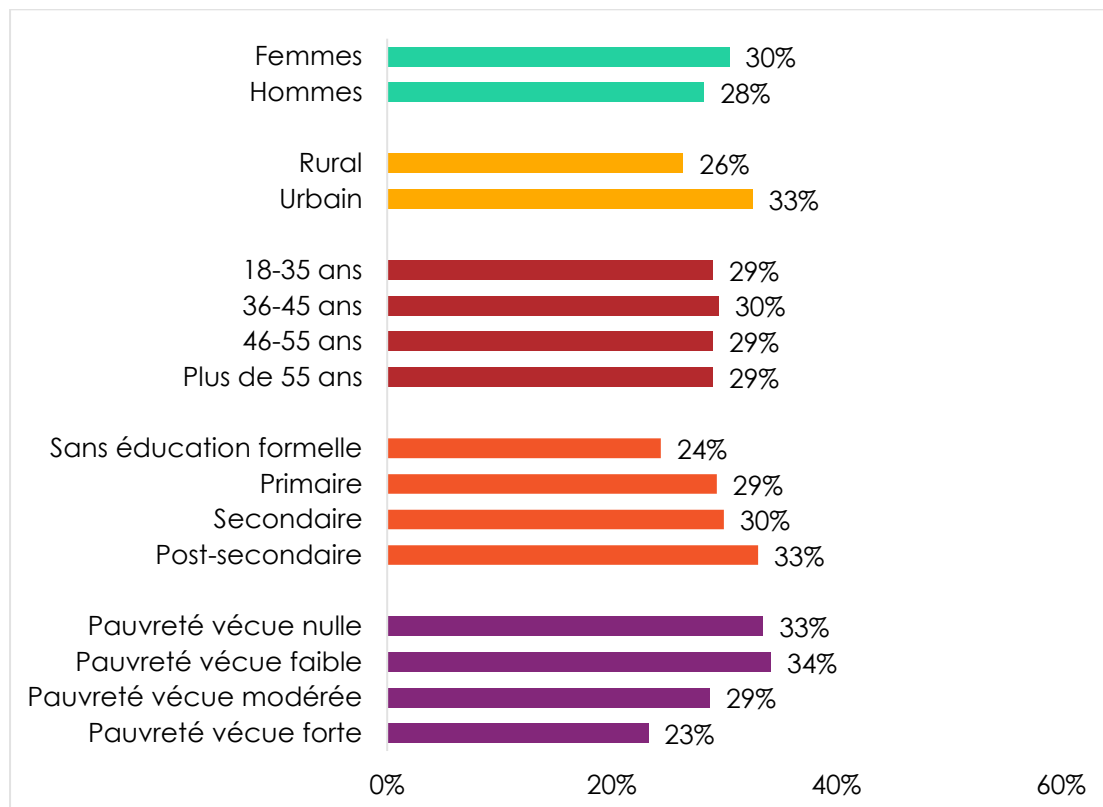


Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre 2014/2015 et 2021/2023 de la proportion de répondants qui citent la gestion de l'économie comme l'une des trois priorités au maximum.)

Si les jeunes africains sont beaucoup plus préoccupés par le chômage que leurs aînés (Sanny, van Wyk-Khosa & Asunka, 2023), la gestion de l'économie est une priorité égale pour tous les groupes d'âge (Figure 5). Les préoccupations relatives à la gestion de l'économie sont particulièrement fréquentes chez les personnes aisées (33% des personnes sans pauvreté vécue contre 23% de celles qui vivent une grande pauvreté¹) et chez les résidents urbains (33% contre 26% chez les résidents ruraux). Elles croissent également avec le niveau d'instruction des individus, de 24% chez les personnes non scolarisées à 33% chez les personnes ayant un diplôme d'études supérieures.

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 5 : Gestion de l'économie comme priorité | par groupe démographique
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent la gestion de l'économie parmi leurs trois priorités.)

Opinions relatives à la situation économique

A l'image des fortes inquiétudes suscitées par la gestion économique, la plupart des Africains ont une vision pessimiste de l'économie de leur pays. En moyenne, deux tiers d'entre eux (65%) estiment que la situation économique de leur pays est « assez mauvaise » ou « très mauvaise » (Figure 6). Ces opinions sont presque unanimes en Eswatini (86%), au Nigéria

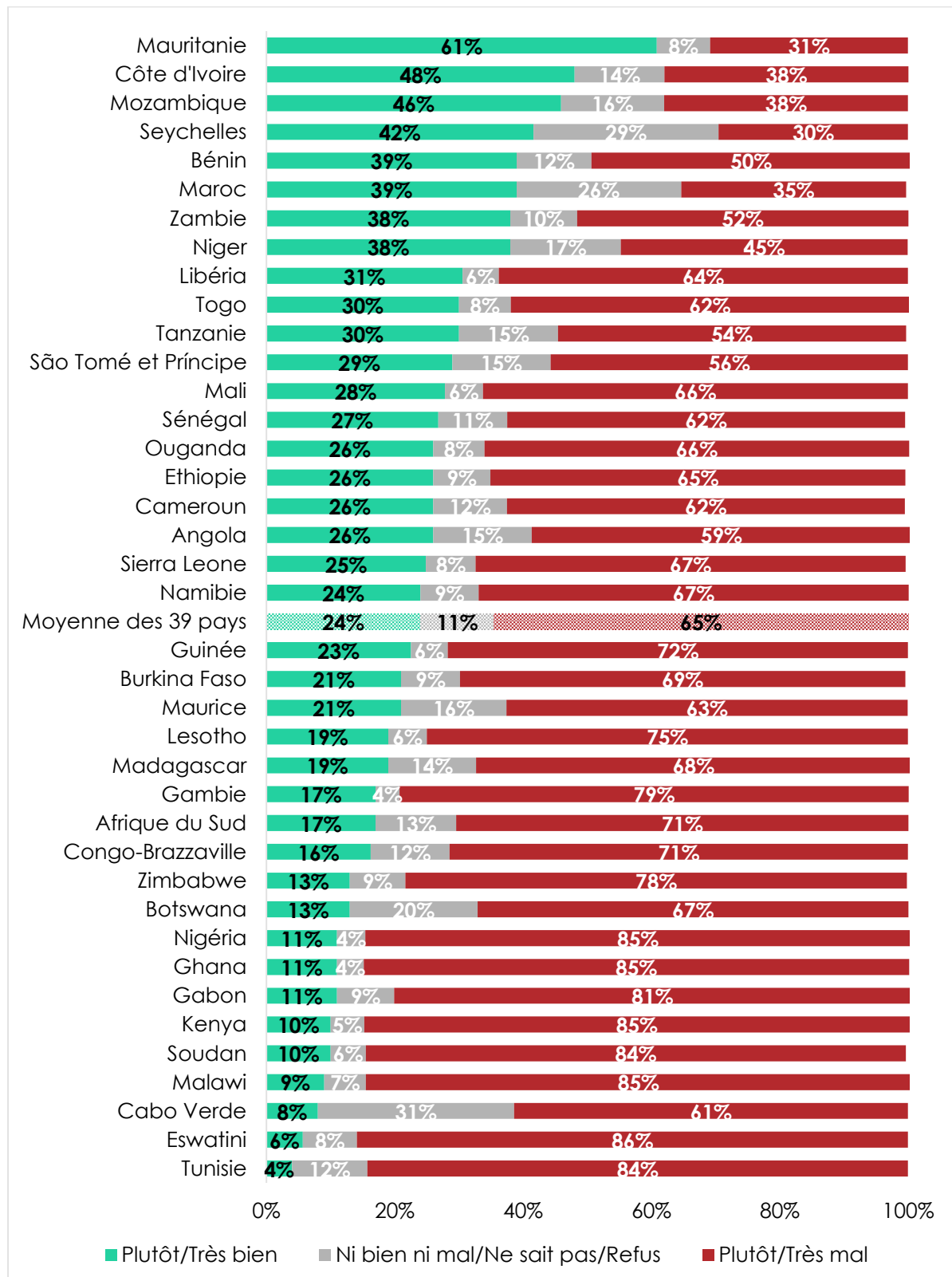
(85%), au Ghana (85%), au Kenya (85%) et au Malawi (85%). Seulement un quart (24%) des citoyens estiment que la situation économique de leur pays est bonne. Maurice est le seul pays où une majorité claire (61%) des citoyens pensent que leur économie se porte bien.

Faites votre propre analyse des données
 Afrobarometer - quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit sur www.afrobarometer.org.online-data-analysis.

De même, trois Africains seulement sur 10 (31%) estiment que leurs conditions de vie personnelles sont bonnes (Figure 7). Une

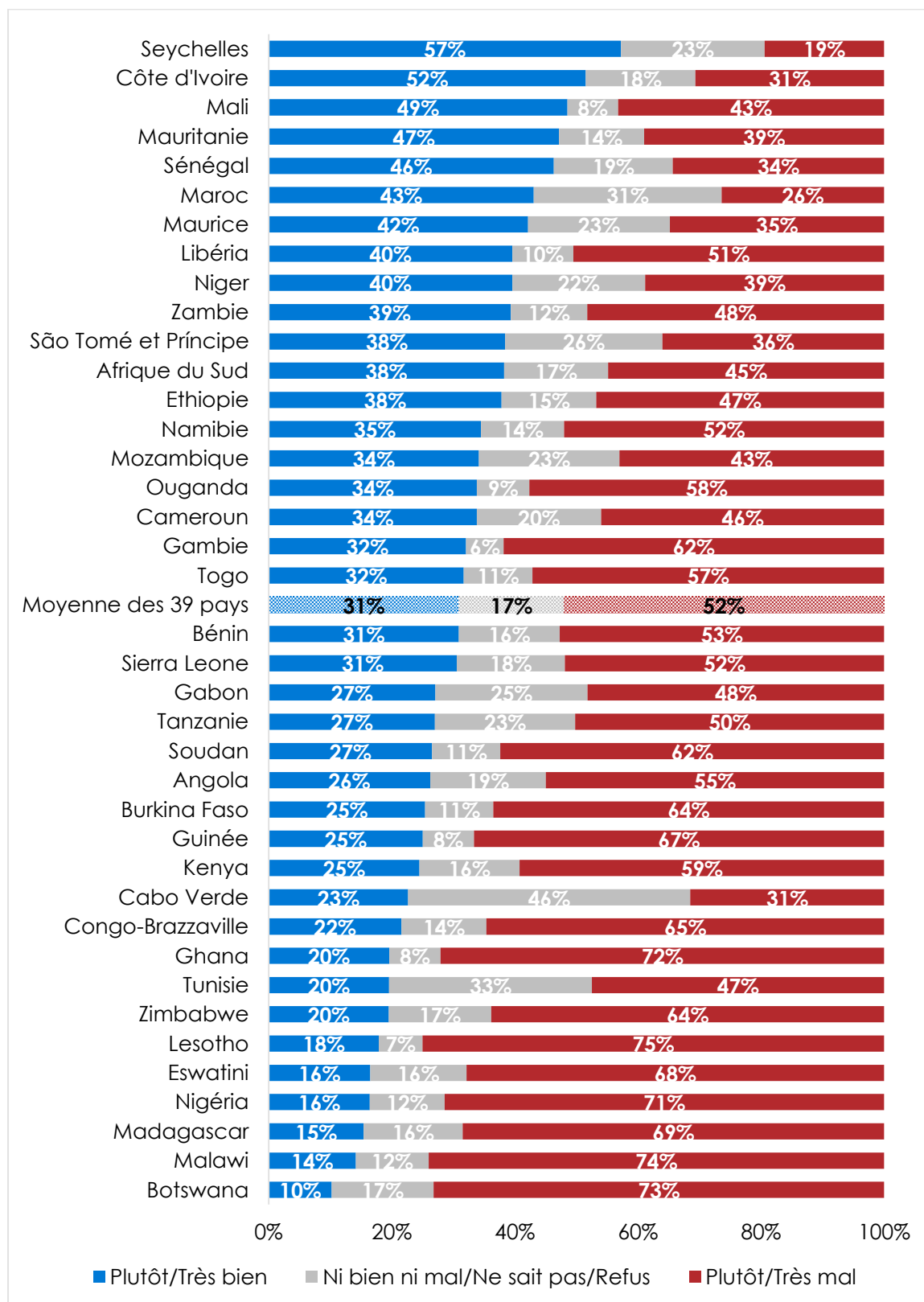
faible majorité (52%) d'entre eux déclarent que leurs conditions sont mauvaises, dont trois quarts environ des citoyens du Lesotho (75%), du Malawi (74%) et du Botswana (73%). Les Seychelles (57%) et la Côte d'Ivoire (52%) sont les seuls pays où plus de la moitié des citoyens estiment que leurs conditions de vie sont bonnes.

Figure 6 : Situation économique du pays | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : De manière générale, comment décririez-vous la situation économique actuelle du pays ?

Figure 7 : Propres conditions de vie | 39 pays | 2021/2023

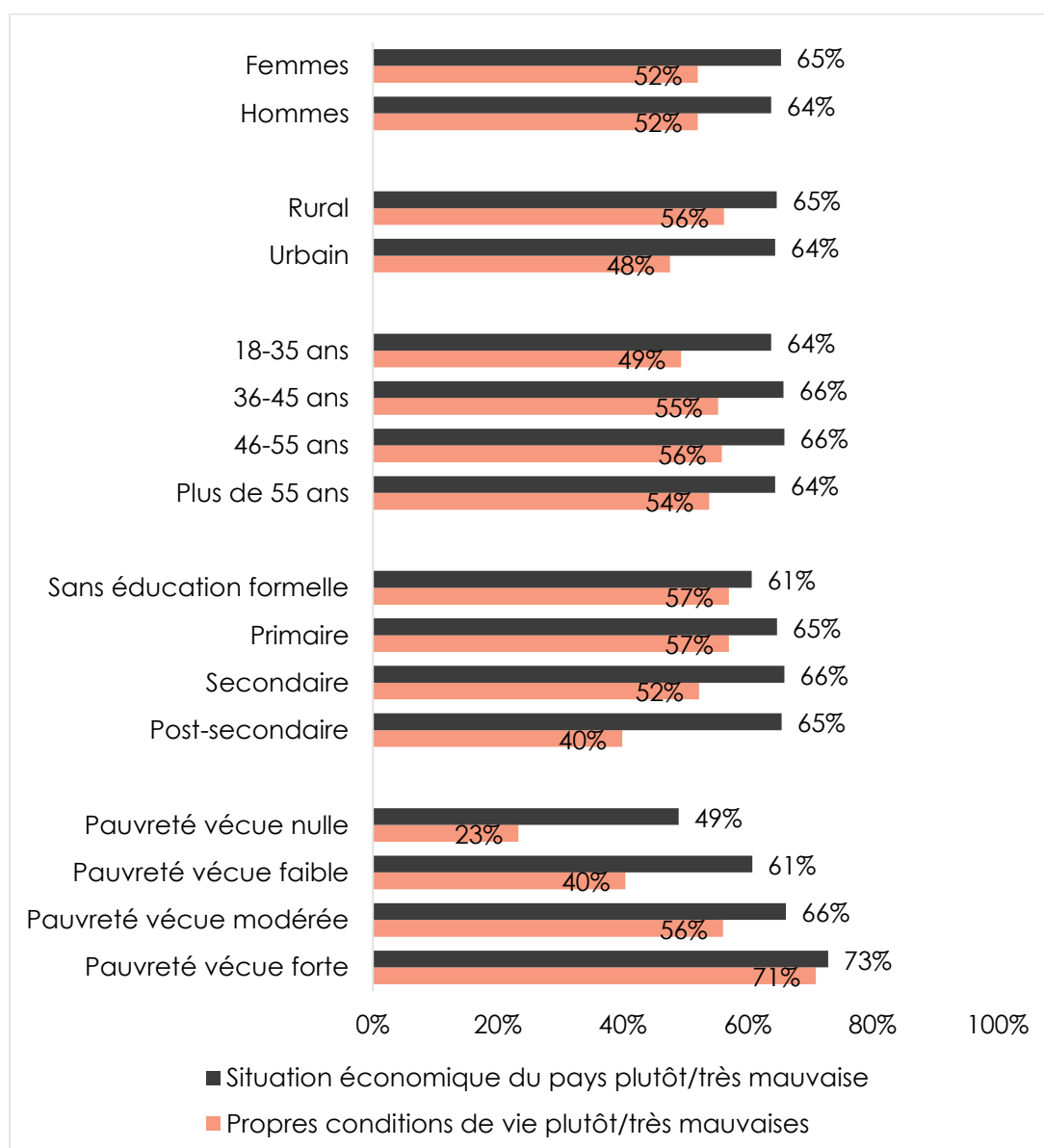


Question posée aux répondants : De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie ?

Il n'est pas surprenant que les évaluations négatives de l'économie du pays et des conditions de vie personnelles s'accroissent fortement avec l'expérience de la pauvreté vécue par les citoyens : Par rapport aux répondants les plus aisés, les plus démunis sont à 24 points de pourcentage plus susceptibles de dire que l'économie se porte mal et à 48 points de pourcentage plus susceptibles de faire état de mauvaises conditions de vie (Figure 8). Les autres groupes démographiques ne présentent que des différences modestes dans leurs évaluations de l'économie nationale.

Les griefs concernant les conditions de vie personnelles sont plus fréquents dans les zones rurales que dans les villes (56% contre 48%) et parmi les citoyens n'ayant pas ou peu d'instruction formelle (57%) par rapport à ceux ayant un niveau d'instruction supérieur (40%).

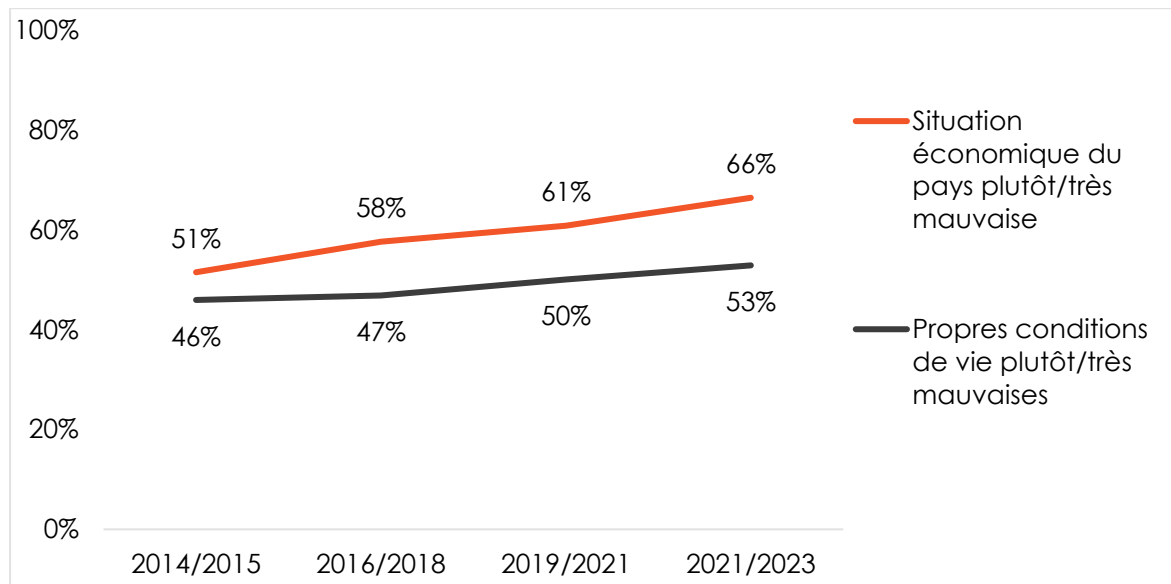
Figure 8 : Situation économique du pays et conditions de vie mauvaises
 | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : De manière générale, comment décririez-vous : Les conditions économiques actuelles du pays ? Vos propres conditions de vie ?

Ces évaluations sont devenues de plus en plus négatives ces dernières années. En moyenne sur les 31 pays régulièrement sondés depuis 2014/2015, les avis négatifs sur la situation économique du pays se sont accrus de 15 points de pourcentage, et ceux sur les conditions de vie personnelles de 7 points (Figure 9).

Figure 9 : Situation économique du pays et conditions de vie mauvaises
 | 31 pays | 2014-2023



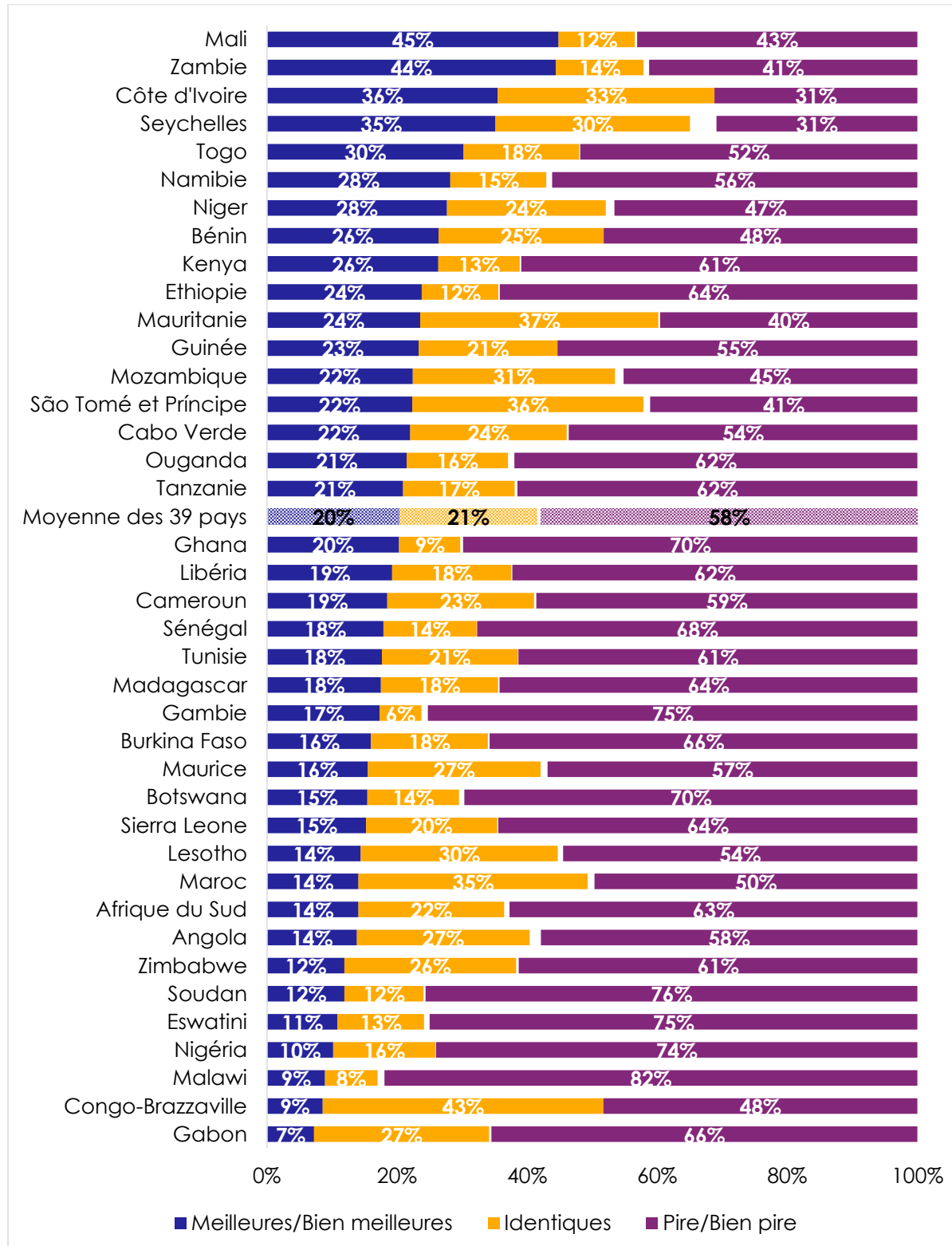
Questions posées aux répondants : De manière générale, comment décririez-vous : La situation économique actuelle du pays ? Vos propres conditions de vie ?

Conformément à ces évaluations, la majorité (58%) des citoyens des 39 pays sondés déclarent que les conditions économiques actuelles sont « pires » ou « bien pires » par rapport aux 12 mois précédant l'enquête (Figure 10). Seulement 20% estiment que la situation s'est améliorée, tandis que 21% pensent qu'elle reste inchangée.

Dans aucun des pays sondés, on ne trouve une majorité qui constate une amélioration par rapport à l'année précédente. Même dans les pays où la proportion des répondants affirmant que la situation économique s'est améliorée est la plus élevée – le Mali (45%) et la Zambie (44%) – des proportions presque égales estiment qu'elle s'est détériorée. Au moins trois quarts des citoyens signalent une détérioration des conditions économiques au Malawi (82%), au Soudan (76%), en Eswatini (75%) et en Gambie (75%).

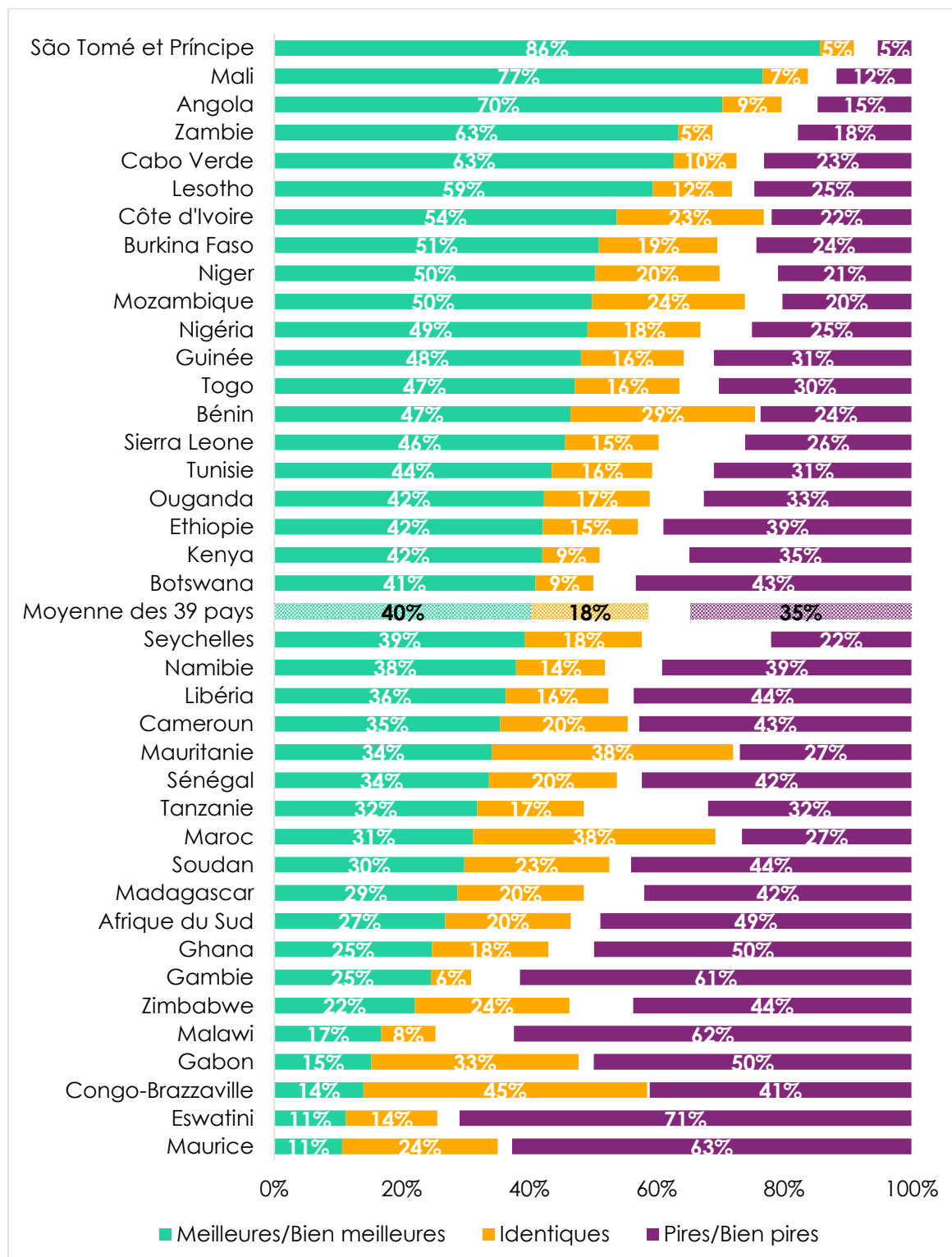
Mais en ce qui concerne les perspectives d'avenir, les optimistes sont plus nombreux que les pessimistes : Quatre citoyens sur 10 (40%) prédisent une amélioration de la situation dans les 12 mois suivant l'enquête, tandis que 35% pensent que les choses vont se dégrader et 18% ne prévoient aucun changement (Figure 11). Les citoyens de São Tomé et Príncipe (86%), du Mali (77%) et de l'Angola (70%) sont les plus optimistes quant aux conditions économiques futures, tandis que les optimistes sont rares à Maurice (11%), en Eswatini (11%), au Congo-Brazzaville (14%) et au Gabon (15%).

Figure 10 : Les conditions économiques du pays comparées à celle d'il y a 12 mois
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Considérant le passé, comment évaluez-vous les conditions économiques de ce pays comparées à il y a 12 mois ?

Figure 11 : Conditions économiques du pays dans les 12 prochains mois | 39 pays
 | 2021/2023



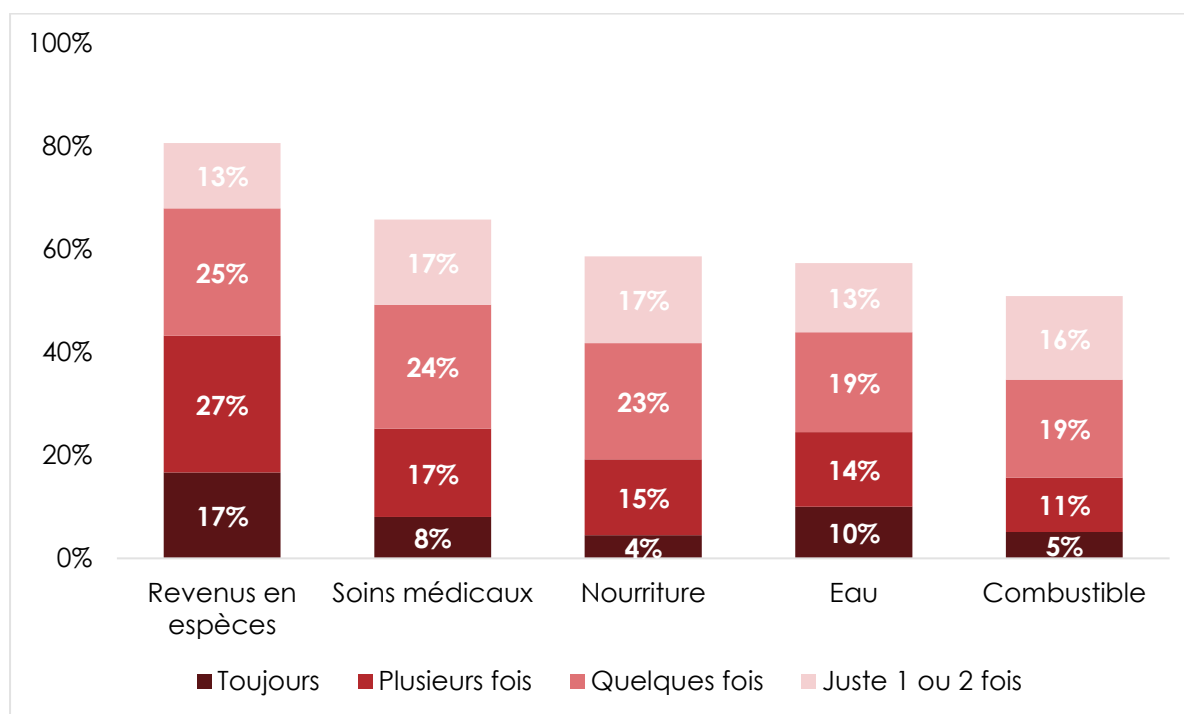
Question posée aux répondants : Considérant l'avenir, prévoyez-vous que les conditions économiques de ce pays dans une période de 12 mois seront meilleures ou pires ?

Manque de besoins de base

Afrobarometer explore l'expérience de pauvreté des Africains en enregistrant la fréquence à laquelle ils disent que leur famille ou eux-mêmes ont manqué de cinq besoins de première nécessité – suffisamment de nourriture, suffisamment d'eau, de soins médicaux, suffisamment de combustible pour la cuisine et de revenus en espèces – au cours de l'année précédente. Pour chacun de ces indicateurs, la majorité des répondants à travers 39 pays déclarent avoir souffert de pénuries. La forme la plus courante de dénuement concerne les revenus en espèces : Huit citoyens sur 10 (81%) déclarent avoir manqué de revenus au moins une fois, dont 43% « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 12).² Deux tiers (66%) ont manqué de soins médicaux au moins une fois, et quelques six personnes sur 10 ont souffert de manque de nourriture (59%) et d'eau (56%).

A travers les 31 pays régulièrement sondés depuis 2014/2015, on observe une hausse constante de la pénurie de ces cinq besoins primaires (Figure 13). Les hausses les plus importantes concernent le manque de soins médicaux (15 points de pourcentage), de nourriture (12 points) et de combustible pour la cuisson (12 points).

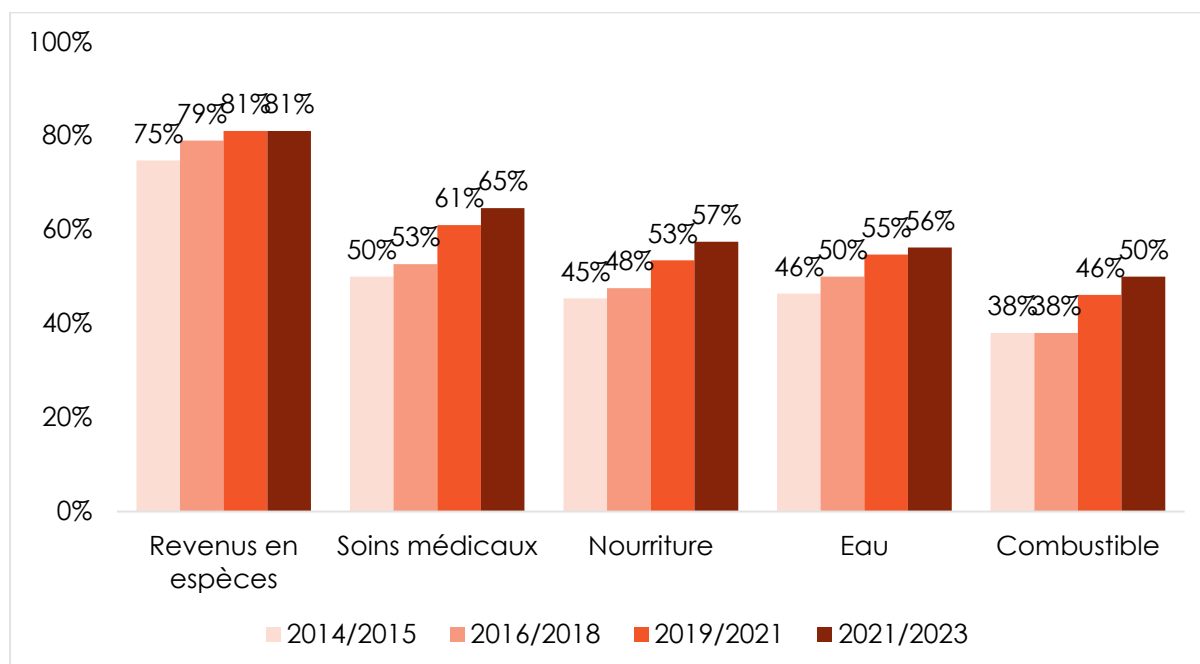
Figure 12 : Ont manqué de besoins de première nécessité | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ?

² En raison des arrondis, la somme des catégories de réponses indiquée dans le texte pourrait légèrement différer de la somme des catégories indiquée dans les graphiques.

Figure 13 : Ont manqué de besoins de première nécessité | 31 pays | 2014-2023



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Si la fréquence du manque de besoins primaires varie considérablement d'un pays à l'autre, des majorités en font l'expérience dans la plupart des pays sondés (Tableau 1). Le manque de revenus touche au moins neuf ménages sur 10 dans 17 pays sondés, au premier rang desquels Madagascar (98%), le Togo (96%), le Nigéria (96%) et le Congo-Brazzaville (95%). Les Seychelles (19%), le Maroc (39%) et Maurice (45%) sont les trois seuls pays où moins de la moitié des citoyens déclarent avoir manqué de revenus en espèces au moins une fois au cours de l'année précédente.

De même, au moins deux tiers des citoyens de 23 pays déclarent avoir manqué de soins médicaux au moins une fois, dont environ neuf sur 10 en Mauritanie (90%) et au Congo-Brazzaville (87%).

Les pénuries alimentaires ont touché plus de huit personnes sur 10 au Congo-Brazzaville (87%), au Niger (86%), au Nigéria (84%), en Mauritanie (82%) et en Angola (81%).

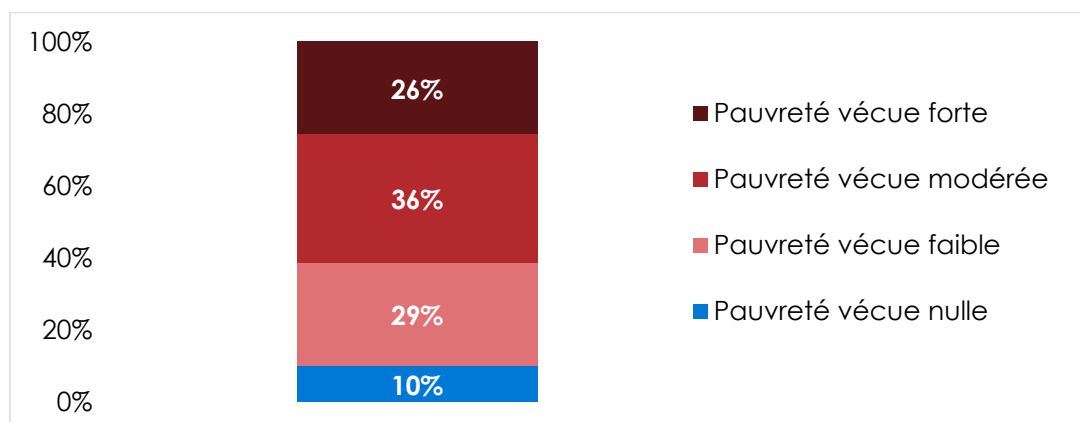
Pour ces trois indicateurs, les Seychelles, Maurice, le Maroc et le Cabo Verde figurent parmi les pays qui enregistrent le moins de manque de besoins de première nécessité.

L'Indice de Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure l'expérience de pauvreté des citoyens en calculant la moyenne de la fréquence à laquelle les répondants déclarent avoir « manqué de quelque chose », de « pas de pauvreté vécue » (répondants qui n'ont pas connu de pénurie) à « pauvreté vécue élevée » (ceux qui ont manqué des cinq besoins de première nécessité). En Afrique, un citoyen sur 10 seulement (10%) n'ont pas connu de pauvreté au cours de l'année écoulée, tandis que plus de six citoyens sur 10 (61%) ont connu des niveaux modérés (36%) ou élevés (26%) de pauvreté vécue (Figure 14).

Tableau 1 : Ont manqué de besoins de première nécessité | 39 pays | 2021/2023

	Revenus en espèces	Soins médicaux	Nourriture	Eau	Combustible
Madagascar	98%	69%	73%	55%	48%
Togo	96%	78%	68%	66%	57%
Nigéria	96%	80%	84%	76%	73%
Congo-Brazzaville	95%	87%	87%	84%	66%
Bénin	94%	79%	67%	70%	51%
Zimbabwe	93%	65%	66%	67%	42%
Cameroun	93%	75%	75%	82%	71%
Niger	93%	74%	86%	65%	60%
Ouganda	93%	78%	62%	55%	57%
Guinée	93%	73%	61%	67%	48%
Malawi	93%	69%	74%	45%	61%
Burkina Faso	92%	66%	62%	52%	50%
Zambie	91%	83%	60%	49%	41%
Kenya	91%	63%	61%	51%	46%
Gabon	90%	77%	73%	79%	61%
Sénégal	90%	73%	50%	68%	60%
Mauritanie	90%	90%	82%	87%	85%
Sierra Leone	88%	76%	66%	58%	47%
Ethiopie	87%	68%	60%	65%	46%
Lesotho	86%	50%	67%	49%	59%
Tanzanie	85%	50%	43%	45%	25%
Mali	84%	50%	47%	43%	43%
Mozambique	82%	74%	67%	65%	52%
Côte d'Ivoire	82%	65%	49%	68%	37%
Angola	79%	84%	81%	79%	75%
Namibie	79%	58%	64%	51%	49%
Ghana	79%	43%	36%	39%	31%
Eswatini	78%	78%	66%	55%	61%
Libéria	78%	82%	76%	61%	56%
Gambie	78%	76%	49%	49%	56%
São Tomé et Príncipe	71%	69%	60%	62%	63%
Botswana	70%	65%	59%	53%	50%
Soudan	69%	67%	48%	65%	63%
Afrique du Sud	65%	49%	52%	60%	59%
Cabo Verde	64%	35%	29%	45%	42%
Tunisie	57%	50%	29%	52%	42%
Maurice	45%	29%	16%	23%	25%
Maroc	39%	45%	17%	21%	19%
Seychelles	19%	20%	13%	12%	10%
Moyenne des 39 pays	81%	66%	59%	57%	51%
Clé	81%-100%	61%-80%	41%-60%	1%-40%	

Figure 14 : Pauvreté vécue | 39 pays | 2021/2023

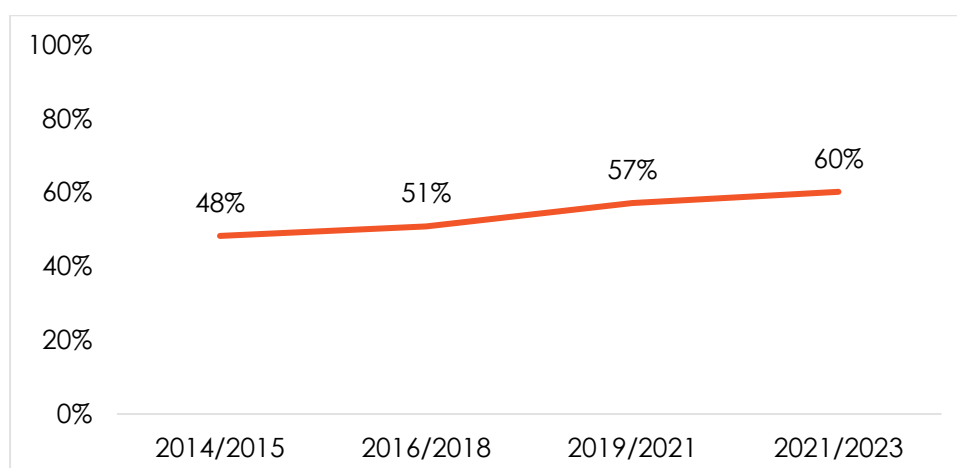


Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ? (Les scores de l'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) reflètent la privation moyenne de ces cinq nécessités fondamentales.)

A travers les 31 pays sondés, la proportion des citoyens vivant une pauvreté modérée/ élevée s'est constamment accrue au cours de la dernière décennie, de 48% à 60% (Figure 15).

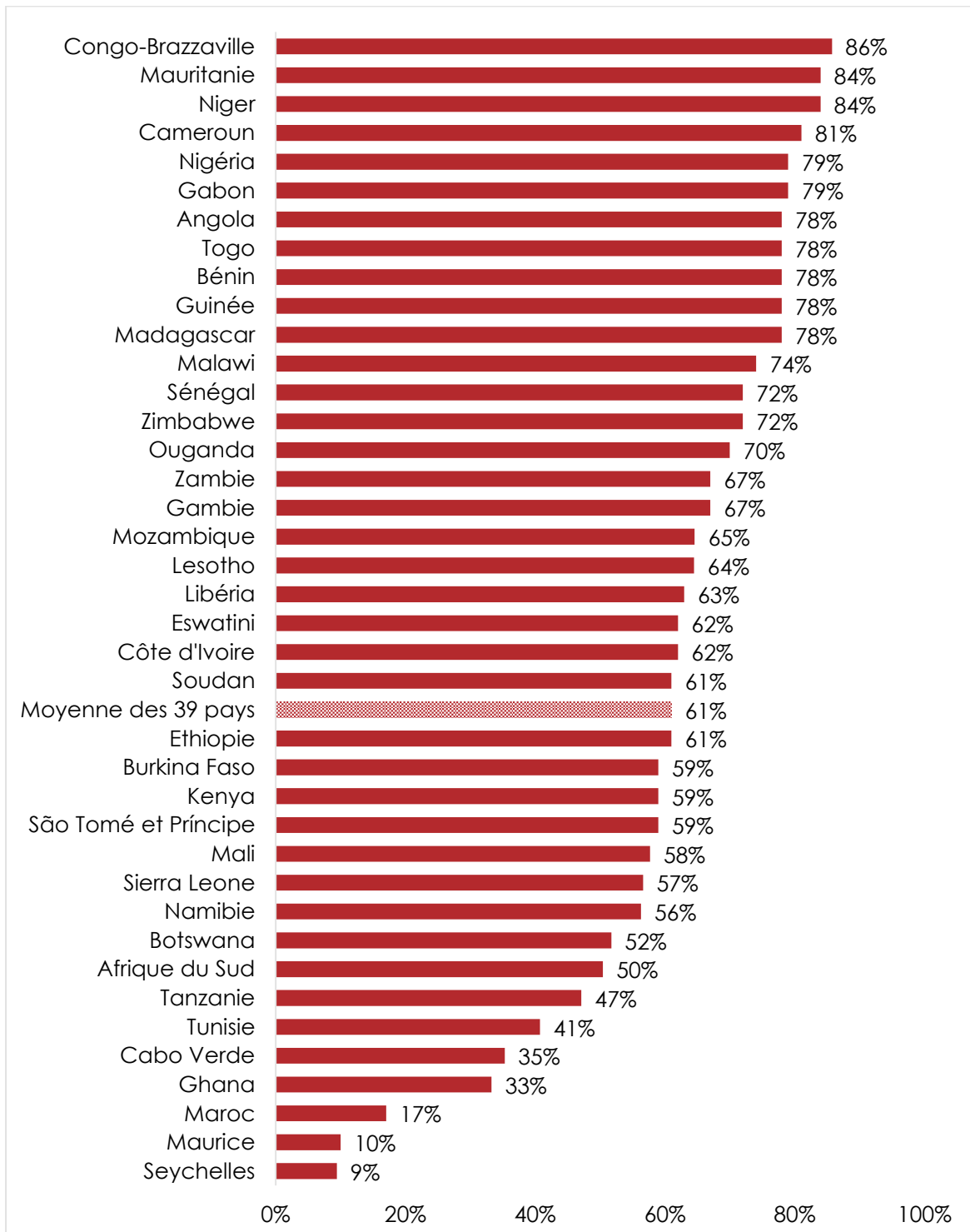
Des majorités de personnes vivant une pauvreté modérée ou élevée ont été enregistrées dans 31 des 39 pays sondés, plus particulièrement au Congo-Brazzaville (86%), en Mauritanie (84%), au Niger (84%) et au Cameroun (81%) (Figure 16). Dans quatre pays seulement, moins d'un tiers des citoyens vivent une pauvreté modérée/élevée : Les Seychelles (9%), Maurice (10%), le Maroc (17%) et le Ghana (33%).

Figure 15 : Pauvreté vécue modérée/élevée | 31 pays | 2014-2023



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ? (Les scores de l'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) reflètent la privation moyenne de ces cinq nécessités fondamentales.)

Figure 16 : Pauvreté vécue modérée/élevée | 39 pays | 2021/2023

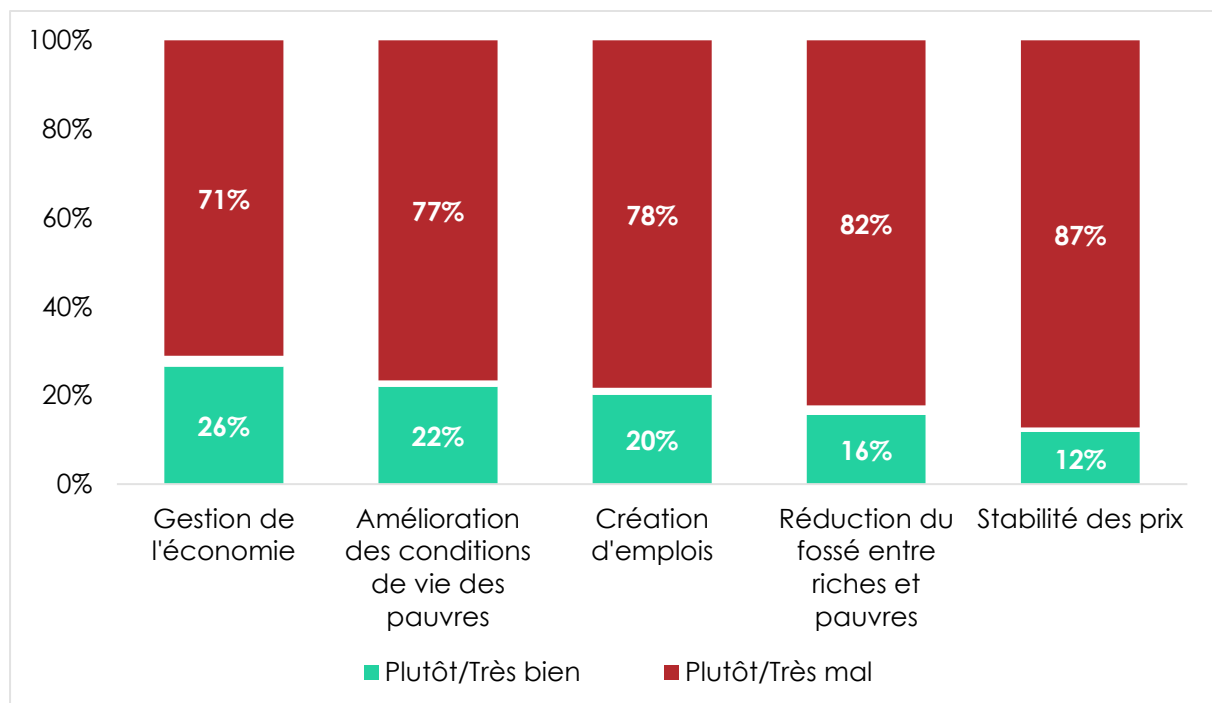


Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ? (Les scores de l'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) reflètent la privation moyenne de ces cinq nécessités fondamentales.)

Performance gouvernementale

Les Africains ont une mauvaise appréciation de la performance de leur gouvernement sur les principaux indicateurs économiques. En moyenne à travers 39 pays, seulement un quart (26%) des citoyens déclarent que leur gouvernement gère « plutôt bien » ou « très bien » l'économie, tandis que 71% pensent qu'il fait un travail médiocre (Figure 17). Deux citoyens sur 10 environ estiment que leur gouvernement affiche une bonne performance pour ce qui est de l'amélioration du niveau de vie des pauvres (22%) et de la création d'emplois (20%), tandis que les citoyens sont encore moins nombreux à juger positive la performance gouvernementale en ce qui concerne la réduction des inégalités de revenus (16%) et le maintien de la stabilité des prix (12%).

Figure 17 : Evaluation des performances du gouvernement face aux défis économiques | 39 pays | 2021/2023

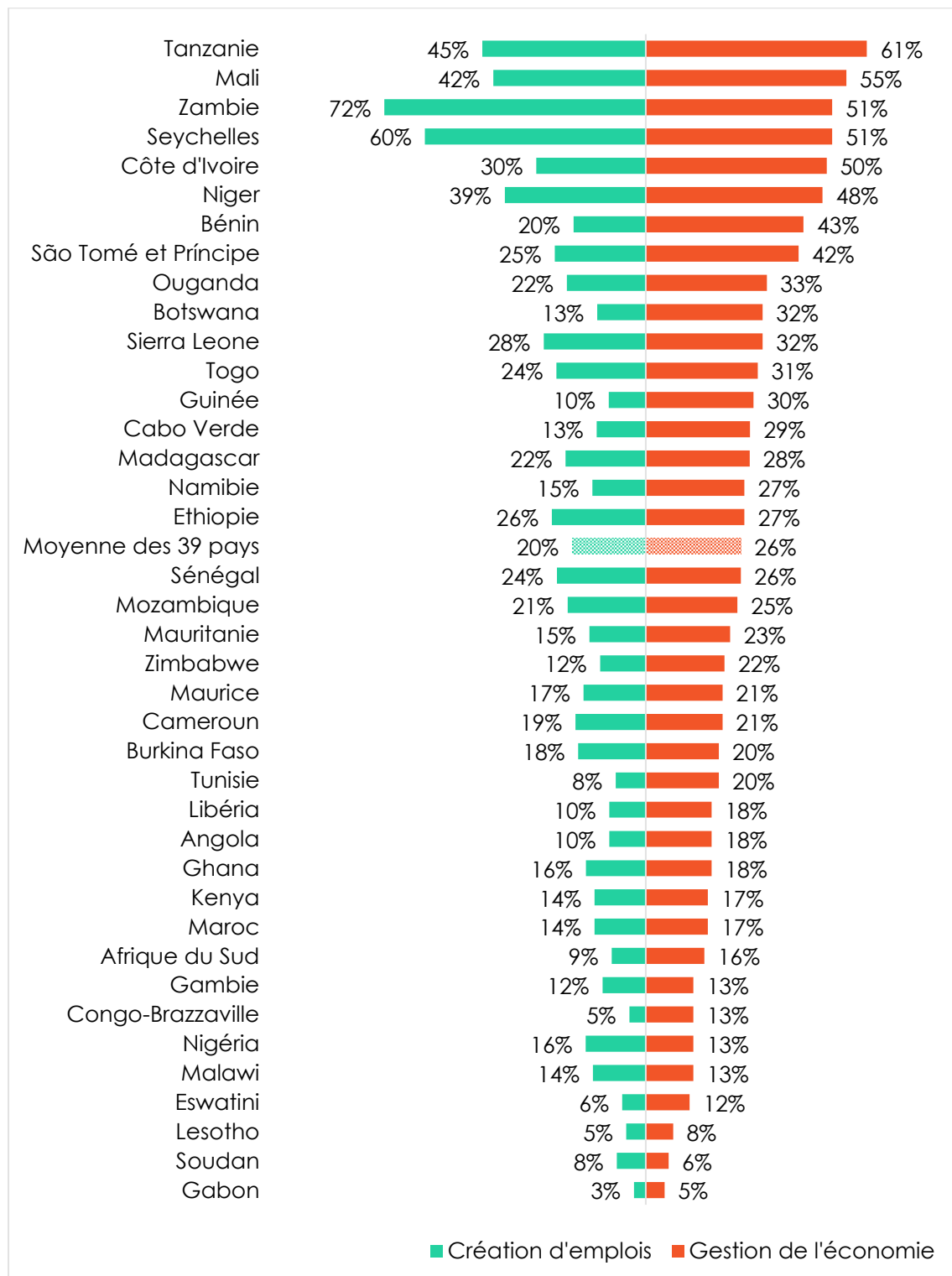


Questions posées aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Seules la Zambie et les Seychelles enregistrent des évaluations majoritairement positives des performances gouvernementales tant pour la gestion de l'économie que pour la création d'emplois, avec notamment une très forte approbation par les Zambiens des efforts de leur gouvernement en matière d'emploi (72%) (Figure 18). La gestion de l'économie est également majoritairement approuvée en Tanzanie (61%) et au Mali (55%).

En revanche, au Gabon, au Soudan et au Lesotho, moins d'un citoyen sur 10 estiment que leur gouvernement affiche une bonne performance dans les domaines de l'économie et de l'emploi.

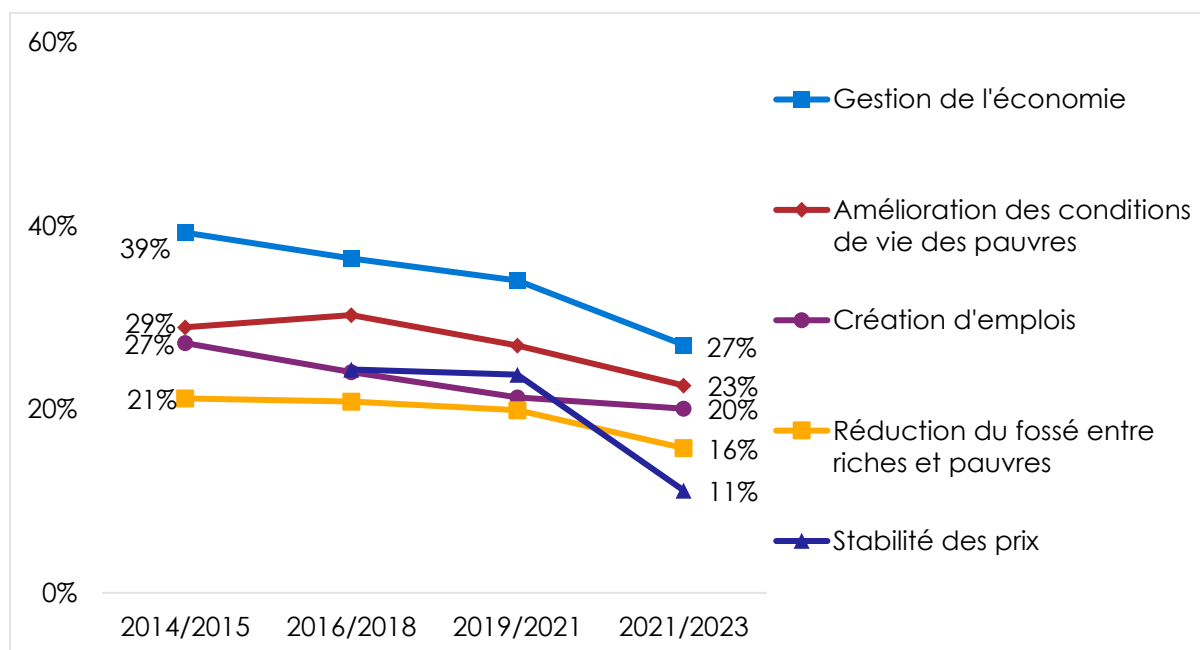
Figure 18 : Bonnes performances du gouvernement dans la gestion de l'économie et la création d'emplois | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Création d'emplois ? Gestion de l'économie ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Les évaluations des principaux indicateurs de la performance gouvernementale en matière d'économie affichent une tendance à la baisse. L'approbation de la gestion globale de l'économie affiche une baisse de 12 points de pourcentage, de 39% à 27%, à travers les 31 pays régulièrement sondés depuis 2014/2015 (Figure 19). Nous observons également des régressions significatives des évaluations favorables des performances gouvernementales dans la création d'emplois (-7 points), l'amélioration du niveau de vie des pauvres (-6 points), et la réduction des inégalités de revenus (-5 points). L'approbation de la performance gouvernementale relative au maintien de la stabilité des prix a chuté de plus de moitié depuis 2016/2018, de 24% à 11%.

Figure 19 : Bonnes performances économiques du gouvernement | 31 pays
 | 2014-2023



Questions posées aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Conclusion

La gestion de l'économie est devenue une priorité publique de l'action gouvernementale, rejoignant le chômage au premier rang des préoccupations des Africains. Les appréciations moroses des citoyens sur les conditions économiques correspondent à leur expérience croissante de pauvreté vécue et à leurs appréciations de plus en plus négatives de la performance gouvernementale sur les indicateurs économiques clés.

Les gouvernements africains auront besoin de stratégies créatives, de partenaires engagés et d'investissements soutenus dans des domaines tels que la création d'emplois, les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et la technologie pour espérer faire de la relance économique une réalité concrète.

Références

Banque Africaine de Développement. (2023). African economic outlook 2023: Mobilizing private sector financing for climate and green growth in Africa.

Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. (2021). Poverty, inequality and social policy.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. (2023). Africa development dynamics: Achieving inclusive growth amid global uncertainty.

Guardian. (2023,). Why is Tunisia's leader stoking hatred against migrants? 30 mars.

Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.

Organisation Internationale des Employeurs. (2024). Youth and employment policies in Africa: Challenges, aspirations, and opportunities.

Sanny, J. A.-N., van Wyk-Khosa, S., & Asunka, J. (2023). Jeunesse d'Afrique : Plus instruite, moins embauchée, toujours absente dans les débats politiques et de développement. Dépêche No. 734 d'Afrobarometer.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain d'Afrobarometer au titre du Round 9 et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Angola	Fév.-mars 2022	2019
Bénin	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-juillet 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Libéria	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Mozambique	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
Ouganda	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Soudan	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév. Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Zambie	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Joséphine Appiah-Nyamekye Sanny est directrice de la communication par intérim d'Afrobarometer. Email : jappiah@afrobarometer.org.

Maakwe Cumanzala est doctorant dans le Neubauer Family Program in Economics and Public Policy à Tufts University. Email : mcumanzala@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institut for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institut for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 807 d'Afrobarometer | 27 mai 2024